

Réseau "Sortir du nucléaire"

Assemblée générale des 31 janvier et 1^{er} février 2009

Texte d'orientation proposé par le Conseil d'Administration

Etat des lieux, bilan et orientation du Réseau "Sortir du nucléaire" - 2009

LE NUCLÉAIRE ENTRE RENAISSANCE ET FIN D'EMPIRE

Après des années de vaches maigres, le nucléaire est revenu à la une des médias et annonce des contrats mirobolants toutes les semaines. La « renaissance nucléaire » est à la mode et on assiste à une situation en apparence très comparable à ce qui s'est passé au début des années 70 en Europe (plus tôt aux Etats-Unis, plus tard en Asie). Où sont les différences entre la « 2^e génération » des années 70 et la « 3^e génération » des années 2000 ?

Cette « renaissance » s'est trouvée très vite confrontée à une crise financière et énergétique sans précédent : l'argent, devenu rare, et les variations incontrôlables du prix du baril de pétrole rendent pour le moins hasardeux les investissements considérables requis par le nucléaire. Le capitalisme et notamment le lobby nucléaire se donnaient les moyens de réinvestir le terrain de l'environnement (cf Grenelle), la réalité financière les a rattrapé !

Parce qu'une politique de sortie du nucléaire ne vise pas seulement à trouver des alternatives techniques dans le seul domaine énergétique (utilisation rationnelle, énergies renouvelables,...), mais aussi sociétales : décentralisation du pouvoir, aménagement du territoire, modification des rapports sociaux remettant en cause le capitalisme d'état et le capitalisme privé (libéral), la séparation technocratique entre dirigeants et exécutants,... le Réseau Sortir du nucléaire a su marquer sa différence et s'imposer comme un acteur crédible. Face aux enjeux et aux glissements de discours tant du côté du lobby que de l'Etat ou d'associations, le Réseau Sortir du nucléaire doit à la fois homogénéiser le fondement de son action, exprimer sa cohérence et dégager des priorités dans ses actions.

Le changement climatique

C'est sans conteste le point le plus nouveau : le changement climatique n'était il y a 30 ans qu'une théorie confidentielle et il n'a pesé ni pour les partisans du nucléaire, ni pour les opposants. Inutile de nier l'importance du sujet. On peut le prendre dans tous les sens (conséquences pour la santé, l'alimentation, la géostratégie, catastrophes naturelles, etc.), le changement climatique est bien le problème incontournable du XXI^e siècle. Le nucléaire a bien sûr su en tirer parti. Il se plaît dans ces situations de crise et de salut public. Il retrouve les lettres de noblesse qu'il avait perdues avec la fin de la guerre froide.

Le changement climatique, d'abord mis en avant par les écologistes, a fini par être reconnu par les Etats et les industriels. Le Protocole de Kyoto a donné un prix au carbone, ce qui est en partie une bonne nouvelle. Mais d'un autre côté, il a mis en branle des mécanismes économiques spéculatifs internationaux bien difficiles à cerner. Le nucléaire ne veut pas passer à côté de la manne. Au niveau européen comme au niveau mondial il lorgne vers les subventions directes et indirectes qu'il peut retirer de sa soi-disant propreté. Des centaines de milliards d'euros sont en jeu : si le nucléaire était reconnu comme « énergie propre » par ces dispositifs internationaux, il marquerait des points décisifs.

C'est pour le Réseau Sortir du nucléaire un enjeu essentiel, qui ne peut pas être analysé ou gagné au seul niveau national. La campagne « Ni nucléaire, ni effet de serre » lancée en juin 2008 a rencontré un succès considérable à la fois pour sa pertinence et par sa capacité à toucher un public très large de façon « non sectaire ». Face à la catastrophe à venir et avec en perspective Copenhague 2009 (renégociation du protocole de Kyoto), il faut amplifier cette campagne au niveau européen voire international !

Le nucléaire et le pic pétrolier

Lors du lancement d'un programme nucléaire massif par Messmer dans les années 70, la question de l'épuisement des ressources de pétrole était un peu secondaire. Ce qui comptait avant tout c'était la question stratégique du contrôle des ressources d'or noir par les pays de l'OPEP. La situation est maintenant très différente : après deux guerres du Golfe, une escarmouche géorgienne et bien d'autres conflits, ce n'est plus tellement le problème de l'OPEP, mais celui de la disparition annoncée des hydrocarbures.

Bien sûr, le nucléaire ne peut prétendre remplacer le pétrole. Pour autant que cela soit techniquement faisable, et on peut en douter tant en termes financiers que de disponibilité de matières premières acier, cuivre,... il n'est pas possible à court et moyen terme de construire suffisamment rapidement les centrales qui seraient nécessaires et de modifier totalement la consommation énergétique (avec des voitures électriques par exemple) pour avoir un effet déterminant sur le climat. A plus long terme, les ressources d'uranium sont limitées, les surgénérateurs ont calé au démarrage, de nombreux pays en développement (par exemple en Afrique) sont de toute façon hors jeu, la multiplication des centrales et des déchets peut difficilement se faire sans casse...

Reste que certaines des critiques qui s'adressent au nucléaire concernent aussi les renouvelables. A quelle vitesse et quel prix peut-on les développer ? Pour des pays très urbanisés, l'autonomie énergétique est un défi, qui pourrait transformer le paysage urbain. Les éoliennes, le solaire photovoltaïque fournissent une électricité qu'il faut utiliser différemment,... Il en résulte certaines situations paradoxales où des partisans du nucléaire se déclarent aussi partisans du solaire !

Le nucléaire va-t-il obligatoirement devenir l'option la moins chère avec l'augmentation tendancielle des prix du pétrole ? Pas tout à fait sûr, et la récente chute des prix laisse plutôt à penser à une longue période d'instabilité. Les énergies renouvelables, à la base de l'argumentation des antinucléaires, ont laissé la place à d'énormes puissances industrielles qui brassent des sommes parfois supérieures au nucléaire. L'effet de série, la croissance de la demande jouent à plein en faveur des renouvelables. Le nucléaire défend sa compétitivité en évoquant des séries d'une dizaine de réacteurs, des chiffres qui restent une perspective lointaine, même pour Areva. La « volatilité des marchés » rend parfois difficiles les énormes investissements nécessaires pour le nucléaire. Les financiers n'aiment pas beaucoup ces projets qui traînent en longueur, ne respectent pas ses budgets (Olkiluoto, Flamanville,...). A moins bien sûr que les gouvernements ne mettent la main à la poche et justifient ce recours auprès des contribuables en période de récession...

Les prix de l'uranium, qui avaient baissé en partie à cause de l'utilisation des stocks d'uranium enrichi de la guerre froide, sont en train de remonter, et leur poids n'est plus négligeable dans le prix du kWh. Au vu des risques et des contestations en métropole, l'exploitation minière s'est déplacée vers des peuples indigènes dont la soumission politique n'est pas garantie (Touaregs, Aborigènes, Inuits, Kazakhs,...). Le coût d'un réacteur dépend beaucoup des prix de matières premières sophistiquées ou non (aciers, bétons, cuivre...) qui sont en augmentation constante, et dont l'exploitation est aussi incertaine au plan politique.

L'efficacité énergétique restera encore longtemps l'option la moins chère. Mais comment inciter à la sobriété énergétique sans oublier la légitime demande de développement énergétique des pays dits « émergents » ? Comment inventer la décroissance énergétique globale ?

Il s'agit là pour le réseau Sortir du nucléaire d'un deuxième enjeu essentiel avec la recherche de nouvelles solidarités au niveau mondial. Penser global, agir local et développer en priorité la sobriété énergétique. L'énergie est un « marché » mondial dont on oublie trop facilement les sources primaires fossiles, solaire,... et nucléaire. La question des mines d'uranium semble un levier puissant tant aux plans humanitaire, sanitaire que de développement énergétique des pays du Sud.

Le nucléaire aux temps de la mondialisation

Les collaborations ou les conflits internationaux n'ont rien de nouveau pour l'industrie nucléaire : Guerre froide et espionnage industriel, conflits d'intérêts entre CEA et EDF en 1974 (et un vainqueur, Westinghouse), forte participation de l'Iran au capital d'Eurodif (plus de 10%)... Et pourtant les temps ont changé avec un système capitaliste privé ou d'Etat omniprésent. Pour le nucléaire, un secteur largement soumis à une logique d'Etat, le

changement est sensible. Des coopérations nucléaires, publiques ou privées, se sont multipliées entre entreprises autrefois concurrentes. La raréfaction des marchés a d'ailleurs favorisé ces regroupements.

Dans le même temps, le business international tente de reprendre la main sur les questions écologiques. Depuis le « Millenium Ecosystem Assesment » de 2000 jusqu'au Grenelle de 2007, en passant par la « stratégie en faveur du développement durable » de l'UE (Göteborg 2001 – CE du 8/03/2007), l'idée générale recouvre à la fois que les écosystèmes dégradés pourraient nuire à la liberté d'entreprendre, et que le développement durable constitue une source de croissance et de profits.

La transition est particulièrement rude dans le secteur énergétique où l'on passe très rapidement d'une logique (théorique) de service public, à un démantèlement des monopoles, une libération des tarifs,... (Privatisation de GDF ficelée, celle d'EDF sur les rails). Les règles économiques sont plus floues, les jeux de saute-frontière pour les exportations et importations d'électricités sont facilités.

Ce marché élargi doit toutefois donner des gages de bonne foi, s'efforcer de respecter les règles du marché pour réunir les capitaux nécessaires (voir par exemple les débats sur le financement de l'EPR et le rôle de la Coface), et jouer le jeu du développement durable. Il n'y a pas bien sûr de concurrence réelle mais des tractations donnant-donnant, au niveau des Etats comme des multinationales, qui permettent d'écarter les trublions (producteurs de renouvelables par exemple). Les antinucléaires, plus habitués à s'opposer à des Etats, doivent apprendre à connaître les logiques industrielles, bancaires,... et donc inventer de nouvelles pistes pour ralentir des projets.

Le réseau Sortir du nucléaire doit renforcer sa coopération avec les OING, et notamment celles qui agissent depuis nombre d'années sur ce terrain économique et financier. Il doit également rappeler sa revendication d'un accès équitable et raisonné à l'énergie électrique, et notamment celle d'un véritable service public de l'électricité sans nucléaire, service public auquel EDF ne peut plus prétendre après ses engagements et rachats financiers planétaires. Le Réseau Sortir du nucléaire doit soutenir l'émergence d'un nouveau service public qui associe consommateurs, producteurs (notamment coopératifs) et distributeurs.

La permanence du risque

Ce qui demeure, c'est le risque nucléaire, civil ou militaire, même si le redire peut paraître étonnant au premier abord. La menace n'est plus l'Union soviétique, mais la Russie a maintenant les clés du compteur de gaz de l'Europe, et les risques de prolifération sont nombreux dans un monde confronté à plusieurs crises combinées (écologique, climatique, démographique...). La planète vit à l'heure du terrorisme du 11 Septembre, risque auquel le nucléaire est confronté plus que toute autre industrie : symbole de puissance, les centrales sont une cible évidente et fragile (cf document confidentiel défense et communication d'Areva sur les chutes d'avion), la filière du combustible est complexe, mal gérée avec des « pertes » de matières et techniquement accessible à de petites structures (clandestines ?).

Pour le nucléaire civil la situation est tout aussi complexe. Il y a bien sûr le vieillissement des installations dans la plupart des pays, l'augmentation de la dispersion des matières nucléaires dans un grand nombre de sites,... Il y a aussi l'entrée du nucléaire sur les marchés financiers.

Un réacteur de type EPR est censé répondre à des critères favorables à la sécurité. Pour des raisons de rentabilité, il faut tout de même utiliser un taux de combustion très supérieur. Il faut surtout réaliser une maintenance accélérée pour réduire les arrêts de tranche : on fait appel essentiellement à des sous-traitants, à des intérimaires, les salaires et perspectives de carrière des cadres sont moins intéressants,...

La catastrophe nucléaire doit rester au cœur de l'argumentation du réseau Sortir du nucléaire. Il ne faut oublier ni Hiroshima-Nagasaki, ni Tchernobyl et marquer leurs anniversaires en multipliant les initiatives locales dans les villes, les quartiers, les villages, de façon aussi proche que possible des citoyens...

Il faut continuer à dénoncer les risques liés aux déchets nucléaires, aux installations (réacteurs, mines, retraitement, transports,...) et prendre l'offensive pour obtenir l'arrêt immédiat des réacteurs obsolètes.

LA FRANÇATOME

Dans le cas de la France, on ne peut se limiter à l'analyse internationale. Le nucléaire a quasiment un statut de religion d'Etat dans notre pays. Dans un des Etats les plus centralisés du monde, les « Grands Corps », et notamment dans le domaine de l'énergie, les Corps des Mines et des Ponts, surveillent étroitement le monde politique. Areva, entreprise privée dont l'Etat français est actionnaire directement ou indirectement à près de 92%, est maintenant clairement le champion mondial du nucléaire. Anne Lauvergeon continue d'être l'une des femmes les plus influentes du monde,... La France sert de référence au reste du monde dans la promotion du nucléaire, notamment aux Etats-Unis, en Angleterre, mais aussi dans les ex pays de l'Est ou dans des pays émergents.

Le lobby militaro-industriel du nucléaire attaque sur tous les fronts :

- en relançant la construction de réacteurs nucléaires avec l'EPR ;
- en relançant le modèle français du cycle nucléaire : retraitement-extraction du plutonium à la Hague, usine MELOX à Marcoule, ROKKASHO MURA au Japon, construction d'une usine sur la Savannah River aux USA pour y faire du MOX avec du plutonium militaire (essayé à Cadarache), équipement en Mox des EPR vendus.
- en facilitant les fausses solutions de la fin du cycle pour justifier la politique de relance :
 - Banalisation des mines ;
 - Enfouissement des déchets, recherche de nouveaux sites, démantèlement sans débat public.
- en engageant le nucléaire sur le long terme :
 - Lancement de l'hypothétique ITER ;
 - Mise en attente de la Quatrième génération ;
- en modernisant la force de frappe française et en facilitant la prolifération de l'arme nucléaire dans le Monde.

Le Réseau Sortir du nucléaire se doit d'être réactif et de résister sur tous les fronts. Il doit mobiliser, soutenir et amplifier les luttes contre l'EPR, les THT, les centres de stockage de déchets nucléaires (Bure, FAVL).

Un lobby omniprésent

Face au lobby, à ses campagnes tous azimuts et à sa politique de communication évolutive, force est de constater que nos actions et notre discours sont majoritairement dirigés vers les militants convaincus, voire vers le Réseau lui-même.

Ce n'est pas qu'il faille se détourner de ce qui a fait la force du réseau et qui continue à faire son unité. Mais face à un lobby de plus en plus multiforme, il est probablement temps d'ouvrir notre communication vers toutes les composantes de la société, mais aussi d'adapter notre discours à ces composantes : de devenir un "lobby antinucléaire".

Il est nécessaire de démonter le lobby, de dénoncer le système nucléaire, les dérives sociétales ou sociales qu'il implique d'ores et déjà, il est tout aussi nécessaire de se placer sur le plan économique, moral, éducatif, culturel pour montrer que la sortie du nucléaire est une proposition porteuse d'avenir et pas seulement une question de survie de l'humanité.

Il nous faut apprendre à décliner notre message en fonction des publics auxquels nous voulons qu'il s'adresse, et ne plus se limiter uniquement à se placer en réaction à un discours qui n'est pas le nôtre. Ce n'est pas à nous d'être sur la défensive.

Le réseau Sortir du nucléaire a une responsabilité particulière à produire des documents d'information tous azimuts et ciblés vers des publics culturels, religieux, économiques, jeunes, vieux, ruraux, salariés, entreprises,... sans exclusive. Il doit surtout se donner les moyens de la diffusion la plus large de ces documents : bibliothèques, lieux de ventes, librairies, stands des groupes locaux,...

Une classe politique « aux ordres »

La classe politique reste très homogène, très pro-nucléaire comme on peut le constater à l'Assemblée nationale. La campagne présidentielle 2007 a montré le peu de connaissance du dossier dans les deux camps. Reste que les positions et les frontières des partis sont aujourd'hui un peu flottantes et paradoxalement les anti-nucléaires peuvent trouver des interlocuteurs dans différents milieux au gré de phases de réorganisation (campagne européenne ouverte des Verts, structuration du nouveau parti anticapitaliste, Bayrou non-aligné, PS en crise identitaire et émergence d'un courant écolo,...).

Sarkozy adopte également une position de VRP du nucléaire tellement ostensible qu'il en arrive à indisposer certains de ses collègues européens et même l'ASN qui n'en peut plus de couvrir des « incidents »... On peut aussi le soupçonner d'indulgence envers ses amis (Bouygues) mais c'était déjà un peu le cas avec Giscard, et la question de l'arrosage des élus par l'industrie nucléaire reste ouverte.

Le Réseau Sortir du nucléaire ne doit pas négliger une action constante d'information, de sensibilisation des parlementaires. Il doit solliciter à chaque fois que nécessaire leur positionnement sur les questions énergétiques, nucléaires,...

Côté syndicats et associations...

Côté syndicats, la CFDT ne dépare plus tellement dans le consensus général, et les possibilités de contacts sont limitées. De plus en plus de syndicalistes CGT, FO,... s'inquiètent du recours aux intérimaires, de manquements à la sécurité des centrales, de promotions (ou de licenciements) d'acteurs compétents pour des raisons économiques,...

Le réseau Sortir du nucléaire doit développer de nouveaux liens avec les syndicalistes du secteur de l'énergie, et notamment les salariés des centrales nucléaires. Il doit continuer à s'appuyer sur l'expertise des syndicats minoritaires (SUD,...) et s'associer à des actions communes dans les domaines de l'énergie, des transports, du commerce, de l'éducation,...

Côté associations l'analyse de la situation est délicate. L'affaire du Grenelle résume bien les contradictions actuelles. D'un côté les associations écolos ont investi le champ politique, grignoté des places, obtenu une remarquable visibilité,... De l'autre, est apparue une tendance écolo « décomplexée et réaliste » pour laquelle le nucléaire pourrait être un mal nécessaire (Hulot). Un après la baudruche du Grenelle s'est dégonflée et ne fait plus illusion avec des reculs successifs sur les OGM, les transports routiers, les aides au développement des sources d'énergies renouvelables,...

Le nucléaire a été écarté du Grenelle de l'environnement par l'Elysée. Le Réseau a jugé ce diktat inacceptable et n'a donc pas participé au Grenelle, contrairement aux associations généralistes (Greenpeace, Amis de la Terre, FNE, WWF, etc). Il est temps de dépasser ce désaccord, d'autant que la déroute du processus du Grenelle est désormais reconnue par toutes les associations. Le Réseau proposera des initiatives communes (co-signatures de campagnes, expressions communes dans les médias, unité d'action,...) au plus grand nombre possible de partenaires.

S'appuyer sur des compétences citoyennes

Il reste bien peu de physiciens critiques ou experts antinucléaires patentés (Roland Desbordes, Monique Sené, Bella et Roger Belbéoch, Yves Marignac, Mycle Schneider, Benjamin Dessus...) et le Réseau ne travaille qu'occasionnellement avec eux. Pourtant la lecture des différents blogs sur l'énergie, la décroissance,... montre qu'il y a un potentiel important de gens, souvent jeunes, de formation technique poussée, qui pourraient donner occasionnellement un coup de main au Réseau pour un travail de recherche général (questions internationales, économiques, juridiques) ou locales (renforcement de la présence dans certaines CLI,...).

Le Réseau Sortir du nucléaire doit continuer à associer ces compétences dans ses publications. L'organisation de séminaires associant ces compétences est une piste qui doit être approfondie (Université d'été ?).

Quelle stratégie pour le Réseau Sortir du nucléaire ?

On ne peut envisager une stratégie sans évoquer **la situation globale, la crise du système financier et capitaliste** dont les conséquences sociales peuvent être dures. Les alternatives ne sont pas évidentes pour les peuples et en France, tout particulièrement face à une Droite productiviste, bonapartiste et pro-nucléaire :

- La Gauche classique, divisée et sans véritable projet manque de crédibilité aujourd'hui.
- Les syndicats divisés ne pèsent pas (8% de syndiqués, 20% de votants aux élections prudhommales)
- Les associations environnementales se sont laissé diviser par le pouvoir autour du Grenelle.
- Les principaux mouvements sociaux sont limités dans le temps et les objectifs et le plus souvent sans succès.
- Quelques actions minoritaires illégales et même quelques sabotages apparaissent.

La situation à venir s'apparente non à celle de Mai 68 en France, mais davantage à celle du « Mai rampant » italien de 1969-1970 avec des syndicats très bureaucratisés, des grèves « thromboses », non contrôlées par les syndicats, des sabotages sur les chaînes de production dans les usines.

Cette crainte est sûrement dans les têtes pensantes qui entourent Sarkozy, aux tendances profondes centralistes, autoritaires et policières. Par anticipation, on a pu constater que le Pouvoir se laisse déjà emporter par des méthodes ultra-répressives contre les mouvements sociaux ouvriers et associatifs. **C'est dans un tel contexte particulièrement difficile qu'il va nous falloir lutter pour la sortie du nucléaire et la démocratie.**

Motion d'Orientation 2009

La tâche est immense, nos moyens limités et le lobby à l'offensive. Ce contexte impose la plus grande unité des organisations antinucléaires et impose de dégager des priorités d'actions.

Des priorités à dégager

➤ **Amplifier les mobilisations en France :**

La France est au cœur du développement et du risque nucléaire (vieillesse des réacteurs, déchets, transports, proliférations des installations civiles et militaires). Les citoyens, la planète attendent des français une lutte de l'intérieur sans concessions. Trois régions sont particulièrement concernées : Cotentin/Mayenne (EPR/THT/retraitement), Sud-est/Vallée du Rhône (Enrichissement, EPR2, ITER,...), Est (HAVL - Bure, FAVL, TFA – Aube, transports,... et les réacteurs en survie Fessenheim, Bugey 1, Cattenom 1,...). Ces luttes exigent un soutien sans faille de la fédération Réseau Sortir du nucléaire.

- Mobilisation locale, régionale voire nationale des militants pour accompagner les actions des collectifs (information, communication, déplacements,...).
- Recherche d'information et communication médiatique en lien avec les collectifs locaux.
- Financement d'actions en justice afin de bloquer, annuler les projets. Soutien humain, juridique et financier aux opposants (sous réserve de nos propres règles de non violence).

Ces luttes ne sont pas exclusives et le réseau répondra présent dans la mesure de ses moyens à toutes les initiatives antinucléaires.

En 2009, et parce que la centrale nucléaire de Fessenheim symbolise la menace du nucléaire sur le vivant par sa conception, son obsolescence, le rassemblement « Fermons Fessenheim et sortons du nucléaire » des 2/4 octobre 2009 décidé lors de l'AG de 2008 doit être un point fort de notre action nationale et des « 3 frontières ».

2009 verra aussi les premiers tirs en mer (Finistère) du missile M51 à partir des sous-marins nucléaires SNLE. Le réseau Sortir du nucléaire se doit de réactiver les mouvements, organisations, citoyens pacifistes (Mouvement de la Paix, Stop-Essais/Abolition 2000, ACDN,...) afin d'informer, mobiliser et s'interposer à ces essais.

➤ **Investir le champ international :**

- Coopérer avec les OING (Organisation Internationale Non Gouvernementale : Greenpeace, Friends Of the Earth,...) notamment au niveau européen (ENEF, Commission et Parlement Européen, Conseil de l'Europe,...) et transméditerranéen.
- Initier et amplifier des actions antinucléaires citoyennes de dimension européenne et internationale (Chernobyl Day, Copenhague 2009, Arrêt des mines d'uranium,...).
- Favoriser la convergence et la coordination d'un mouvement antinucléaire européen.
- Réfléchir à une campagne mondiale en 2010 contre l'exploitation des mines d'uranium en y associant toutes les associations environnementalistes, humanitaires (et notamment de l'enfance), tiers-mondistes, altermondialistes,...

➤ **Ouvrir la problématique nucléaire aux secteurs économiques, culturels, religieux et philosophiques,... et aux nouvelles générations :**

- Prise de contacts et rendez-vous avec les instances économiques (Conseil Economique, Social et Environnemental), organisations patronales (MDEF, FTPE,...). Sollicitations et publications d'articles dans les revues économiques (Les Echos, Alter Eco, L'Expansion, La Tribune, Capital,...).
- Prise de contacts, rendez-vous avec les instances religieuses, les organisations philosophiques, et publication d'articles dans les revues d'opinion correspondantes.
- Tenue de tables de presse dans les événements culturels (concerts, festivals littéraires,...), articles, émissions littéraires, musicales,...
- Edition et diffusion gratuite dans un format ad oc de brochures d'information à destination des CDI (Centres d'Information et de Documentation – Education nationale), des enseignants d'école, de collège, de lycée. Réédition actualisée de la BT2 « le nucléaire ». Mise en place d'un réseau de correspondants « établissements scolaires ».

➤ **Agir du local aux instances nationales et internationales :**

Le Réseau Sortir du nucléaire, mouvement citoyen, a développé des pratiques d'actions locales à dimension nationale et internationale (Chernobyl Day, pétitions européennes, actions de vigilance, cyber-actions,...). Il entend développer ces actions citoyennes locales (actions « ni nucléaire, ni effet de serre » fin 2009), et conjointement des actions médiatiques et actions de masse.